

**L'ÉTAT ET LE CHANGEMENT
AGRICOLE DANS CHARLEVOIX,
1850-1950**

NORMAND PERRON

Les Presses de l'Université Laval

**L'ÉTAT ET LE CHANGEMENT
AGRICOLE DANS CHARLEVOIX,
1850-1950**



Collection fondée et dirigée par Serge Courville

La collection « Géographie historique » regroupe des scientifiques reconnus et accueille tous les chercheurs préoccupés de donner une dimension spatiale à leurs analyses historiques, quelle que soit leur discipline. Elle rassemble des textes destinés à donner ses fondements à la géographie historique québécoise et à faire connaître l'expérience et l'espace québécois.

Titres parus

La cartographie au Québec, 1760-1840, par Claude BOUDREAU, 1994.

Introduction à la géographie historique, par Serge COURVILLE, 1995.

Espace et culture / Space and Culture, sous la direction de Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, 1995.

La sidérurgie dans le monde rural : les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle, par René HARDY, 1995.

Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960, par Marc ST-HILAIRE, 1996.

Le coût du sol au Québec, par Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, 1996.

Naviguer le Saint-Laurent à la fin du XIX^e siècle. Une étude de la batellerie du port de Québec, par France NORMAND, 1997.

La bourgeoisie marchande en milieu rural (1720-1840), par Claude PRONOVOST, 1998.

Paysage, mythe et territorialité : Charlevoix au XIX^e siècle. Pour une nouvelle approche du paysage, par Lynda VILLENEUVE, 1998.

À la façon du temps présent. Trois siècles d'architecture populaire, par Paul-Louis MARTIN, 1999.

Les idéologies de développement régional. Le cas de la Mauricie 1850-1950, par René VERRETTE, 1999.

Jacques Rousseau 1905-1970, curriculum-anthologie-témoignages, bibliographie, par Camille LAVERDIÈRE et Nicole CARETTE, 1999.

Le Québec, genèses et mutations du territoire, par Serge COURVILLE, 2000.

Petits pays et grands ensembles : les articulations du monde rural au XIX^e siècle. L'exemple du lac Saint-Pierre, par Jocelyn MORNEAU, 2000.

Place, Culture and Identity Essays in Historical Geography in Honour of Alan R. H. Baker, Edited by Iain S. Black and Robin A. Butlin, 2001.

L'État et le changement agricole dans Charlevoix, 1850-1950, par Normand PERRON, 2003.

Hors collection

Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861), sous la direction de Serge COURVILLE, avec la collaboration de Jacques CROCHETIÈRE, Philippe DESAULNIERS et Johanne NOËL, 1988.

Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada, par Serge COURVILLE, 1990.

GÉOGRAPHIE
historique

NORMAND PERRON

**L'ÉTAT ET LE CHANGEMENT
AGRICOLE DANS CHARLEVOIX,
1850-1950**

Les Presses de l'Université Laval
Sainte-Foy, 2003

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et du ministère de la Culture et des Communications du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Catalogage avant publication de la bibliothèque nationale du Canada

Perron, Normand, 1950-

L'État et le changement agricole dans Charlevoix, 1850-1950

(Géographie historique)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7637-8030-X

1. Agriculture – Québec (Province) – Charlevoix – Histoire – 19^e siècle. 2. Agriculture – Québec (Province) – Charlevoix – Histoire – 20^e siècle. 3. Développement rural – Québec (Province) – Charlevoix – Histoire. 4. Politique agricole – Québec (Province) – Charlevoix – Histoire. 5. Charlevoix (Québec) – Conditions rurales. I. Titre. II. Collection.

S451.5.Q8P47 2003

630'.9714'49

C2003-941437-X

Conception de la page couverture

Charaf El Ghernati

Révision linguistique

Jeannette Larouche

Infographie

Charaf El Ghernati

Photographie de la page couverture

Normand Perron

© Les Presses de l'Université Laval 2003

Tous droits réservés. Imprimé au Canada.

Dépôt légal (Québec et Canada), 2^e trimestre 2003

ISBN 2-7637-8030-X

Distribution de livres Univers

845, rue Marie-Victorin

Saint-Nicolas (Québec)

Canada G7A 3S8

Tél. : (418) 831-7474 ou 1 800 859-7474

Télééc. : (418) 831-4021

<http://www.ulaval.ca/pul>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 L'ÉTAT DE LA QUESTION ET LA PRÉSENTE RECHERCHE	3
2 APPROCHE THÉORIQUE ET CONCEPTUELLE	10
3 LES OBJECTIFS ET LES LIMITES DE LA RECHERCHE	14
4 L'ESPACE OBSERVÉ : LA RÉGION DE CHARLEVOIX	15
5 LA PÉRIODE D'OBSERVATION : 1850-1950	17
6 LES SOURCES	18
7 L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE ET LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	19
CHAPITRE 1 : MÉTHODOLOGIE ET SOURCES	27
1 LA MÉTHODOLOGIE	27
1.1 Les acteurs et le modèle de diffusion des connaissances	28
1.2 Les moyens de diffusion des innovations	32
1.3 Réception des innovations et réponses des agriculteurs	34

2	LES SOURCES	36
2.1	Les rapports gouvernementaux	36
2.2	Les archives des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles	39
2.3	La presse	41
2.4	Les cahiers de prônes	43
2.5	Les annuaires de renseignements commerciaux de Dun, de Bradstreet et de Dun & Bradstreet	44
2.6	Les données des recensements du Canada et des annuaires statistiques du Québec	44
2.7	L'étude de Raoul Blanchard et l'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce	52
 CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT DE L'AGRICULTEUR CHARLEVOISIEN		 57
1	LE MILIEU ÉTUDIÉ : CHARLEVOIX	57
2	LA SOCIÉTÉ	62
3	L'OCCUPATION DU TERRITOIRE	64
4	L'ÉCONOMIE : LES RICHESSES NATURELLES	66
4.1	L'agriculture	66
4.1.1	<i>L'abandon des fermes</i>	71
4.2	La pêche	72
4.3	L'industrie du bois, des mines et de la tourbe	73
5	L'ÉCONOMIE DES SERVICES	76
5.1	Les services nés de l'industrie touristique	76
5.2	Les services en éducation et en santé	77
5.3	Les transports et les communications	78
5.3.1	<i>Les transports</i>	78
5.3.2	<i>La poste, le télégraphe et le téléphone</i>	82
6	CHARLEVOIX COMME RÉGION D'ÉTUDE : UN BILAN	83

CHAPITRE 3: LA STRATÉGIE DE DIFFUSION DES CONNAISSANCES	89
1 LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET LES CERCLES AGRICOLES	90
1.1 Le progrès imposé	96
1.2 L'indépendance et la convergence des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles	97
2 LA PRESSE	100
2.1 Que véhiculent les journaux ?	100
2.2 La pénétration des journaux dans les campagnes	101
2.3 L'efficacité de la presse comme moyen de diffusion des connaissances	102
3 L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE	103
3.1 Sensibiliser les jeunes	103
3.2 Formation pratique et formation spécialisée pour « vieux et pour jeunes »	104
3.3 Les écoles et les cours spéciaux comme formes spécialisées d'enseignement	104
3.4 L'enseignement pratique: le conférencier, le missionnaire agricole et l'agronome	109
3.4.1 <i>Le conférencier</i>	109
3.4.2 <i>Le missionnaire agricole</i>	110
3.4.3 <i>L'agronome</i>	111
4 LES CONCOURS, LES FERMES EXPÉRIMENTALES ET LES FERMES MODÈLES: L'ÉDUCATION PAR L'EXEMPLE	113
5 L'ESSOR DE LA TRANSFORMATION DU LAIT EN FABRIQUE	116
CHAPITRE 4: L'ENCADREMENT AGRICOLE DANS CHARLEVOIX	131
1 LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET CERCLES AGRICOLES	132
1.1 L'implantation des associations agricoles et leur espace d'intervention	132
1.1.1 <i>Les sociétés d'agriculture n° 1 et n° 2 du comté de Charlevoix</i>	132
1.1.2 <i>Le réseau de cercles agricoles</i>	133

1.1.3	<i>La fusion des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles</i>	134
1.2	La direction des associations agricoles	135
1.2.1	<i>Les bureaux de direction</i>	135
1.2.2	<i>Le dirigeant idéal</i>	136
1.3	L'effectif des associations agricoles	141
1.3.1	<i>Le recrutement chez les sociétés d'agriculture</i>	141
1.3.2	<i>Le recrutement chez les cercles agricoles</i>	143
1.4	Les concours: un moment fort dans la vie des associations agricoles	147
1.4.1	<i>La philosophie et la pertinence des concours</i>	148
1.4.2	<i>La participation aux concours</i>	152
2	LE CONFÉRENCIER, LE MISSIONNAIRE AGRICOLE ET L'AGRONOME	156
2.1	Le conférencier	156
2.2	Le missionnaire agricole	157
2.3	Les agronomes	159
CHAPITRE 5:	L'ADOPTION DU SYSTÈME DE POLYCULTURE-ÉLEVAGE	167
1	LES CULTURES	168
1.1	Le foin	169
1.2	Les céréales	172
1.3	Le foin et les céréales à l'échelle des municipalités	175
2	LE CHEPTEL	177
3	LES AMENDEMENTS ET LES ENGRAIS	185
4	L'ÉQUIPEMENT DES FERMES	194
4.1	La charrue	194
4.2	Le crible	195
4.3	Le silo	196
4.4	L'écrémeuse et la trayeuse	197
4.5	Le tracteur	199

CHAPITRE 6: ENTRE LA THÉORIE ET LA PRATIQUE	209
1 LES CULTURES	210
1.1 Les rendements	210
1.1.1 <i>Le foin</i>	211
1.1.2 <i>L'avoine, le blé, l'orge et le seigle</i>	213
1.2 L'évolution des pratiques culturales	216
2 L'ÉLEVAGE LAITIER ET LA TRANSFORMATION DU LAIT EN FABRIQUE	221
2.1 L'élevage laitier	222
2.2 L'adoption de la fabrique	230
CONCLUSION	249
1 LA SOCIÉTÉ CHARLEVOISIENNE	249
2 L'ACTION DE L'ÉTAT DANS LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES	250
3 LA RÉCEPTIVITÉ DES AGRICULTEURS	253
4 LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES ET LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE	257
5 LES LIMITES DES SOURCES UTILISÉES	260
6 QUELQUES RÉFLEXIONS AUTOUR DE SUJETS DE RECHERCHE	261
BIBLIOGRAPHIE	265
ANNEXE	291
LISTE DES FIGURES	315
LISTE DES TABLEAUX	317

À ma conjointe Suzanne
et à mon fils Jean-Michel

INTRODUCTION

Parmi les différentes pistes de recherche en histoire rurale et en histoire agricole qui ont été proposées par des chercheurs, l'une d'elles concerne la diffusion des connaissances. En 1971, dans leur *Histoire économique du Québec*, Jean Hamelin et Yves Roby notent le besoin de mieux connaître toute la question de la diffusion des connaissances et espèrent alors que des recherches soient entreprises sur ce sujet qui leur semble primordial¹. Leur invitation resta lettre morte. Près de vingt plus tard, plus précisément en 1989, Serge Courville et Normand Séguin², ayant rappelé l'intervention de l'État « pour favoriser et soutenir la diffusion des connaissances en matière d'agriculture » après 1850, soulignent qu'on ne peut « encore évaluer l'impact véritable de cet effort auprès des masses paysannes », une lacune qui, avec d'autres, rend difficile une bonne compréhension de l'histoire agricole. L'étude de la diffusion des connaissances agricoles comporte effectivement deux facettes : les moyens utilisés pour transmettre des connaissances et la réception faite aux innovations proposées. On ne peut dissocier ces deux facettes si on veut comprendre l'impact de la diffusion des connaissances dans la transformation de l'agriculture.

Proposer des connaissances et faire accepter des innovations dans une société agricole de type traditionnel est un processus social³ fort complexe. La décision d'adopter une innovation suppose pour l'innovateur d'introduire dans un milieu des manières de faire qui vont à l'encontre de l'ordre établi. L'innovateur fait face à un ensemble de contraintes culturelles, sociales et économiques. Tout projet de diffusion des connaissances doit tenir compte de ceux à qui sont proposées les innovations. L'étude du programme de diffusion des connaissances pour transformer l'agriculture québécoise dépasse donc le simple repérage des instruments mis en place

par l'État. Il importe de savoir si ces instruments étaient appropriés pour convaincre les agriculteurs.

Les projets de l'État comme intervenant dans le processus de reconversion et de modernisation de l'agriculture s'inscrivent dans une vision large de la société et de l'économie. Rappelons l'explication souvent évoquée au XIX^e siècle et encore au début du XX^e siècle d'une intervention rendue nécessaire par le problème de l'émigration, lequel suscite des inquiétudes chez les élites politiques et religieuses. Celles-ci croient qu'une agriculture prospère peut donner à l'économie des zones rurales les avantages nécessaires pour retenir sur la terre des familles qui seraient tentées par la migration vers les villes industrielles américaines et canadiennes.

L'intervention de l'État au fil des décennies va au-delà de la seule nécessité de relancer une agriculture qu'il juge délabrée. Dès les années 1860-1870, il apparaît beaucoup plus évident que l'État souhaite consolider le secteur agricole. Des options nouvelles sont considérées, entre autres les productions commerciales de la betterave et du lait. Mais il y a également le fait que c'est toute la société québécoise qui se transforme. Les besoins en denrées agricoles sont bientôt en hausse avec la croissance des villages et le développement des pôles urbains de Montréal, de Québec et d'autres villes dans les régions. En 1921, « le Québec est devenu un territoire majoritairement urbain⁴ ». Les besoins en denrées agricoles s'accroissent au rythme de la population à nourrir. Aussi, dans les premières décennies du XX^e siècle, en dépit de l'importance du développement industriel dans le domaine des ressources naturelles, le secteur des aliments et boissons devance tous les autres groupes d'industrie⁵.

L'engagement de l'État en matière d'agriculture comporte plusieurs volets. L'un des plus anciens est celui de la diffusion des connaissances, volet auquel peut se greffer la préoccupation d'en produire, entre autres par l'entremise des fermes expérimentales et de la Société d'industrie laitière. Les politiques de soutien aux expositions agricoles, aux sociétés d'agriculture, aux cercles agricoles, aux journaux spécialisés dans les questions agricoles et l'organisation de concours de tout genre ont été parmi les premières formes d'intervention de l'État en faveur de la diffusion des connaissances. Mais cela n'a pas suffi pour atteindre tous les objectifs de développement. Vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, l'État s'engage davantage avec l'adoption de lois favorisant la création des syndicats et des coopératives agricoles. Il veut alors donner aux agriculteurs des outils pour mieux affronter l'économie de marché. La quête de performances du secteur agricole pousse bientôt à d'autres types d'intervention. Les pressions qui s'exercent pour l'établissement du crédit

agricole finissent par convaincre les gouvernants d'intervenir en ce sens. C'est aussi dans l'optique de consolidation de l'agriculture que des lois sont adoptées sur la mise en marché des produits agricoles, en particulier avec l'établissement des plans-conjoints vers le milieu du XX^e siècle. L'État ne s'est pas seulement satisfait d'encadrer le développement agricole par des lois. Il a également soutenu l'agriculture par des investissements dans des organisations agricoles et même aidé les agriculteurs par des programmes d'aides et diverses subventions.

C'est au rôle de l'État comme intervenant dans la diffusion des connaissances agricoles que se limite la présente étude, même si d'autres acteurs ont agi en faveur de l'avancement de l'agriculture et de son intégration à l'économie de marché. C'est le cas, par exemple, de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), une association professionnelle dont les dirigeants et les membres font aussi leur cette préoccupation dès les années 1920⁶. En même temps que cette association d'agriculteurs se veut indépendante du pouvoir politique, son programme d'action reprend néanmoins le thème de la modernisation de l'agriculture⁷.

Enfin, l'intention de moderniser l'agriculture au Québec fut surtout, à partir de la Confédération, le projet des gouvernements provinciaux. C'est davantage ce palier de gouvernement qui s'est préoccupé de la diffusion des connaissances et de la transmission des idées nouvelles dans les campagnes en encadrant les sociétés d'agriculture et les cercles agricoles et en soutenant financièrement ces associations agricoles. On entend donc ici par État le gouvernement provincial qui a présidé aux destinées du Québec. Notons néanmoins que l'État canadien a été également préoccupé par le développement de l'agriculture. Il a, entre autres, laissé sa marque par ses politiques agricoles, par ses investissements dans la recherche pour la production de connaissances, par le développement de fermes expérimentales.

1 L'ÉTAT DE LA QUESTION ET LA PRÉSENTE RECHERCHE

Encore au début des années 1980, l'histoire agricole depuis 1850 avait intéressé assez peu d'historiens. À vrai dire, les chercheurs s'étaient jusque-là davantage préoccupés de la période antérieure à 1850. Ceux-ci ont d'ailleurs laissé des contributions majeures à l'histoire agricole et rurale. Rappelons, en particulier, les travaux de Fernand Ouellet, Jean-Pierre Wallot, Maurice Séguin, Louise Dechênes et, plus récemment, ceux de Serge Courville sur la première moitié du XIX^e siècle. Les recherches sur la période subséquente ont longtemps tardé. Les travaux de Raoul Blanchard

et d'Esdras Minville ont constitué les principaux ouvrages jusqu'au milieu du XX^e siècle. Leur ont succédé quelques thèses et recherches sur différents thèmes reliés à l'agriculture et à l'histoire rurale. En 1971, Jean Hamelin et Yves Roby dressent, dans le cadre d'un chapitre d'une *Histoire économique du Québec*, une première synthèse de l'histoire de l'agriculture québécoise de la deuxième moitié du XIX^e siècle⁸. C'est à cette époque que notre intérêt pour le monde rural et l'agriculture s'est développé⁹. En 1977, Normand Séguin publiait *La conquête du sol au 19^e siècle*¹⁰, un ouvrage où l'auteur situe l'espace rural dans un contexte régional. À partir surtout des années 1980, peut-être pour faire suite au collectif publié sous la direction de Normand Séguin¹¹, collectif auquel j'ai contribué avec un article sur la genèse des activités laitières au Québec, les travaux sur l'histoire de l'agriculture et sur diverses facettes de l'histoire rurale d'après 1850 se sont faits plus nombreux. Cet engouement a même réuni des chercheurs gravitant autour de groupes de recherche localisés en région, en particulier au Saguenay-Lac-Saint-Jean et en Mauricie.

Les chercheurs en histoire agricole ont peu à peu évité de verser dans le discours misérabiliste des voyageurs ou encore dans celui des administrateurs coloniaux qui tiennent peu compte des contraintes et des particularités locales. Cette perception d'une agriculture arriérée a été souvent *la priori* des études sur divers thèmes de l'histoire agricole, qu'il s'agisse de la contribution des éducateurs agricoles, des techniques de culture ou encore du passage à la production de beurre et de fromage en fabrique. Les chercheurs ont alors compris l'importance d'étudier une activité économique en tenant compte de l'ensemble de la société, des effets de l'industrialisation et de ceux de la transformation des marchés.

Sur ce plan, les travaux sur le milieu rural ont jeté, depuis une vingtaine d'années, un éclairage nouveau sur l'évolution de l'agriculture au Québec, au Canada et aux États-Unis. Des synthèses comme celle de Graham D. Taylor et Peter A. Baskerville¹² sur les conditions de développement au Canada et celle de David B. Danborn sur la société rurale aux États-Unis¹³ ont bien mis en relation les activités des habitants des campagnes, le développement des villages, l'émergence des centres urbains, les conditions des marchés, l'industrialisation, les percées technologiques.

Les études sur la société rurale ont révélé sa complexité et remis en cause diverses certitudes. Mentionnons les travaux de Hal S. Barron¹⁴ sur l'évolution des campagnes dans les zones de peuplement ancien en Nouvelle-Angleterre et la question de la frontière. Au Canada, Douglas McCalla¹⁵, dans un ouvrage sur l'histoire économique du Haut-Canada au XIX^e siècle, avance un ensemble de facteurs pour expliquer les transformations du milieu rural plutôt que de privilégier l'exploitation et l'exportation

d'un produit comme le blé. Il insiste sur l'importance des échanges locaux, sur les changements technologiques, sur le développement de l'économie forestière, sur les transports, sur la diversité des produits exportés par les fermes, sur la croissance des villes. John McCallum¹⁶ relie également le développement de l'agriculture à un ensemble de facteurs. Marvin McInnis¹⁷ a, pour sa part, remis en perspective l'importance du blé et le problème de la productivité en s'appuyant sur de nouveaux indicateurs pour l'étude de l'agriculture. Ajoutons que les travaux de McInnis¹⁸ ont apporté des comparaisons nuancées sur les performances de l'agriculture québécoise et ontarienne. Dans le contexte québécois, Serge Courville a également mis en doute l'importance commerciale du blé au Bas-Canada¹⁹.

Des travaux sur les provinces de l'Est du Canada ont aussi contribué à une meilleure compréhension du milieu rural²⁰ en traitant des rapports de l'agriculture avec différents secteurs de l'économie des Maritimes. Des particularités comme la pêche, la navigation, la construction navale sont considérées dans l'étude des changements survenus en agriculture. Dans un collectif dirigé par Kris Inwood²¹, des chercheurs ont conclu que les performances des Maritimes n'étaient pas si mauvaises dans les années 1850-1860 avec la hausse des prix, le commerce de la pomme de terre et l'accès aux marchés américains en vertu du Traité de Réciprocité. Béatrice Craig²², qui signe un des articles de ce collectif, remarque que l'agriculture dans la vallée du Saint-Jean suit une évolution parallèle à celle de la Nouvelle-Angleterre et à celle du Bas-Canada et qu'elle s'ajuste aux marchés. Rusty Bitterman, Robert A. MacKinnon et Graeme Wynn²³ ont, pour leur part, montré l'existence de changements semblables pour les campagnes de la Nouvelle-Écosse.

Au Québec, des chercheurs ont voulu mieux saisir les caractères du monde rural et en ont expliqué plusieurs dimensions. Gérard Bouchard²⁴ a proposé un modèle de reproduction de la société rurale au Saguenay qui est révélateur de la complexité des stratégies et qui situe la place accordée à l'agriculture. Au travail de la terre s'ajoute un ensemble d'activités d'appoint, le tout constituant des éléments des stratégies économiques des familles. Serge Courville s'est particulièrement préoccupé de la croissance des industries rurales dans la première moitié du XIX^e siècle. Dans un atlas sur le pays laurentien²⁵, le même chercheur ainsi que Jean-Claude Robert et Normand Séguin développent une approche intégrée des transformations de la société et de l'économie québécoise au XIX^e siècle en traitant de la démographie et de l'habitat, des communications, de l'espace agraire, de l'industrialisation et du commerce. D'autres recherches ont été aussi orientées sur le rôle structurant des industries rurales. Citons celles de Normand Séguin qui s'attarde à la place de la forêt dans *La conquête du sol*

au 19^e siècle et également dans une étude qu'il a publiée avec René Hardy sur la forêt et la société en Mauricie²⁶. Cette facette de la relation entre le monde rural et l'industrie est également abordée par René Hardy dans une étude sur la sidérurgie au Québec²⁷.

D'autres travaux ont porté plus spécifiquement sur le dynamisme des milieux villageois et régionaux. Rappelons l'importante contribution de Jean-Pierre Kesteman²⁸ sur le capitalisme et l'agriculture dans le district de Saint-François, celles de John I. Little sur Winslow²⁹ et de Christian Dessureault³⁰ sur Saint-Hyacinthe qui s'attardent aux rapports entre la croissance villageoise, les industries rurales et l'agriculture. Dans ce mouvement, ajoutons l'ouvrage de Jocelyn Morneau³¹ sur les changements de la socio-économie au XIX^e siècle dans la région du lac Saint-Pierre, une étude fort instructive qui établit des liens étroits entre les orientations agricoles, les industries rurales, la croissance villageoise et l'importance des échanges entre les localités de cet espace et avec l'extérieur. Soulignons également la thèse de Régis Thibeault sur l'essor des activités laitières et du capitalisme agraire dans la région du Saguenay³².

Des chercheurs ont exploré la transformation de l'agriculture et du monde rural à travers des questions très pointues. Mentionnons les études sur le crédit. Rosemary E. Ommer a dirigé un collectif³³ sur le sujet. Les différentes contributions analysent l'évolution du crédit dans diverses sphères d'activités, en particulier chez des communautés des Maritimes. Le problème du crédit est aussi étudié dans l'intéressant mémoire de maîtrise de Rachel Caux sur le développement du réseau des fabriques au Québec à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle³⁴. Serge Courville et Normand Séguin en traitent pour leur part dans un ouvrage sur le coût du sol³⁵. Ce dernier conclut « que les collectivités rurales ne se distinguent pas seulement par l'intensité de leur développement agricole, mais aussi par la complexité et l'intensité de leurs rapports avec le système urbain³⁶. » Cette conclusion est riche de sens, surtout avec l'urbanisation rapide de la société québécoise depuis la fin du XIX^e siècle.

Le rapport entre les campagnes et le milieu urbain trouve un autre écho dans une étude de France Normand sur la batellerie du port de Québec à la fin du XIX^e siècle qui traite du transport fluvial et de son importance pour les échanges régionaux³⁷. Cette étude sur la navigation fluviale confirme la vitalité d'un réseau de liens entre les localités et les marchés urbains, à une époque où les infrastructures ferroviaires sont parfois totalement absentes pour certaines régions, comme c'est le cas pour Charlevoix, la Côte-Nord, ou même le Saguenay-Lac-Saint-Jean jusqu'en 1888.

Les tentatives de mieux comprendre l'agriculture ont conduit à des travaux explorant diverses facettes des aspects culturels du changement. Des chercheurs, dont Chad Gaffield et John I. Little³⁸, ont abordé la société rurale et l'agriculture sous l'angle de la tradition culturelle et des stratégies d'adaptation. Ce sont des travaux qui se préoccupent des motivations des individus et des groupes. Ils observent que la ferme familiale demeure à la base de l'exploitation agricole, ce qui assure une stabilité à la collectivité.

Toujours sur les aspects culturels, quelques chercheurs se sont employés à mieux comprendre les effets de nouvelles technologies agricoles sur les individus et sur la société. Mentionnons l'ouvrage de Sally McMurry³⁹ qui analyse, entre autres, les impacts de l'implantation des fabriques sur la transformation du milieu rural dans l'État de New York. Elle constate la complexité du passage de la production du fromage domestique à celle de la production du fromage en fabrique au cours des années 1840-1880. Les conséquences de l'implantation des fabriques ont aussi fait l'objet d'études au Canada. Notons les recherches de Marjorie Cohen⁴⁰ et de Heather Menzies⁴¹ qui étudient l'évolution du travail des femmes dans l'industrie fromagère et dont les résultats sont révélateurs des conséquences possibles des nouvelles technologies dans une société.

Mentionnons enfin les synthèses produites sur l'histoire des régions du Québec⁴². Elles ont permis de mieux connaître le développement des sociétés régionales. Il s'en dégage que les activités agricoles sont tributaires de la croissance urbaine, de l'industrialisation et des communications.

Les études récentes ont remis en cause l'idée de l'incapacité de la société rurale à se transformer. Les analyses sur les politiques agricoles, la production, la transformation des produits, les techniques, les rendements et les gains de productivité ont apporté de nouveaux éléments de réflexion sur la transformation de l'agriculture et ses aspects économiques. Par ailleurs, la recherche sur l'agriculture en fonction de la démographie, de l'urbanisation et de l'industrie rurale a mené à l'élaboration d'hypothèses qui permettent de mieux cerner la place de l'agriculture dans la société rurale. Ce sont des recherches qui tiennent davantage compte des sociétés et du mode de vie des habitants. Au Canada, comme en Europe et aux États-Unis, elles ont permis de mieux saisir la complexité des changements en milieu agricole. Les conclusions de la plupart de ces travaux rappellent la nécessité de bien situer l'activité agricole dans son environnement.

Les connaissances acquises sur les sociétés rurales et sur l'agriculture de différents pays ou régions ont permis de relativiser l'état misérabiliste dans lequel devait être l'agriculture québécoise de la première moitié du XIX^e siècle, cet état qui, pour les élites, justifiait l'urgence de réformer l'agriculture vers 1850. Dans la première partie du XIX^e siècle, c'est en effet la majorité des fermes du nord-est du continent américain qui éprouveraient des difficultés et qui ont cherché à s'ajuster à des conditions nouvelles.

Les débuts de l'industrialisation ont, chose certaine, des répercussions sur le milieu rural et ils ne sont pas étrangers aux transformations de l'agriculture. Les innovations que l'on prête souvent aux Anglais⁴³ ne vont pas tarder à se répandre dans d'autres pays, dont la France. Les Américains emboîtent le pas en prenant des mesures pour relancer leur agriculture, qui est jugée peu performante par rapport à l'agriculture européenne. Les décennies 1840-1880, en particulier, correspondent à la naissance de la science agricole, à une forte poussée de la mécanisation, à un développement notable de l'industrie laitière, à la mise en place d'institutions d'enseignement et à l'intégration plus poussée des fermes à l'économie de marché⁴⁴. Des progrès sont enregistrés dans l'introduction de nouvelles variétés de plantes, dans le développement de l'outillage, dans la préparation des sols avec l'emploi des engrais et de la chaux et dans leur préservation contre l'érosion, dans la sélection et l'alimentation du bétail. C'est donc une période active en ce qui concerne le développement agricole.

Aux États-Unis, comme ce le sera au Québec, les changements ne s'effectuent pas toujours sans résistance. La science peut aider l'agriculteur à résoudre chaque problème, mais il y a une distinction à faire entre les connaissances théoriques et leurs mises en pratique par les agriculteurs. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, des spécialistes américains de l'agriculture s'intéressent à la nécessité de modifier les attitudes, reconnaissent la résistance au changement et admettent le problème des sensibilités rurales⁴⁵. Les précédentes remarques nous invitent donc à lire le développement agricole du Québec, et forcément celui de notre région d'étude, avec un autre regard.

Dans le Québec des années 1850, l'idée que l'on se fait du développement agricole s'inscrit dans l'approche « conservationniste », alors en vogue en Europe. C'est un modèle qui fonde le développement agricole sur l'association des productions végétales et de l'élevage et qui oriente les réflexions du *Rapport du Comité spécial sur l'état de l'agriculture au Bas-Canada*. Une pratique mieux raisonnée de l'agriculture doit conduire à l'obtention de meilleurs rendements tout en préservant les qualités productives des sols. Adopter intégralement le modèle, c'est aussi favoriser le passage à l'agriculture intensive.

L'application du système de polyculture-élevage et le projet d'inculquer aux agriculteurs les règles et les exigences de l'économie de marché devaient dès lors se traduire par une activité plus fébrile dans les campagnes. Au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, quelques idées ont été explorées, avec ou sans liens entre elles: la production de lait, la culture de la betterave sucrière et l'élevage du porc comptent parmi les projets. L'option du lait va s'imposer, au Québec comme dans une bonne partie de l'est de l'Amérique du Nord, cela en raison de l'existence d'un marché de consommateurs pour les produits laitiers. De plus, la production de lait est une activité agricole déjà connue et en faire une spécialité peut signifier pour l'agriculteur une continuité avec le passé plutôt qu'une rupture.

Les nouveaux objectifs fixés à l'agriculture par l'État et par les élites engagent l'agriculteur québécois à se tourner davantage vers des pratiques qui correspondent aux exigences de l'économie de marché, à une époque où la demande locale est en croissance⁴⁶. L'engouement pour les productions destinées au marché est tel que l'État ne se préoccupe de l'économie dite domestique ou de la vieille économie fondée sur la production artisanale que si elle soutient ses grands objectifs. Ce choix lui vaut encore des critiques au début du XX^e siècle. L'industrialisation et l'urbanisation stimulent donc la demande en produits agricoles. Dorénavant, il y aura un marché intérieur et un marché extérieur dont le potentiel ira en s'accroissant. Le marché des denrées agricoles a certes des origines plus anciennes, mais au XVIII^e et au début du XIX^e siècle les pouvoirs publics paraissent mieux en saisir les enjeux politiques et économiques. Les nations peuvent toujours protéger leur marché intérieur, mais celles qui veulent accéder aux marchés extérieurs doivent se démarquer.

Ce qu'il importe ici de retenir, c'est l'existence de marchés qui offrent des possibilités nouvelles pour une agriculture commerciale. Mais l'intérêt ou la volonté de produire en fonction des marchés, surtout des marchés extra-régionaux, est toutefois loin de faire l'unanimité chez les agriculteurs: l'objectif de combler en partie ou en totalité les besoins de la famille reste l'apanage des plus petits producteurs; d'autres s'intègrent davantage à l'économie de marché en y échangeant à l'occasion des produits pour de l'argent ou d'autres biens; certains agriculteurs produisent volontairement des surplus, participant ainsi avec régularité à l'économie de marché; enfin, il y a ceux dont la production est destinée au marché, mais sans exclure une petite consommation de leurs produits sur la ferme.

Quelques travaux ont abordé les thèmes de la diffusion des connaissances et de l'adoption des techniques agricoles. Bruno Jean a étudié les idéologies agricoles⁴⁷ dans le cadre d'une recherche sur les origines

de l'agronomie québécoise. Le thème de la mécanisation a aussi suscité divers travaux⁴⁸. Concernant l'adoption des techniques agricoles, un article de Gérard Bouchard sur l'évolution de la technologie au Saguenay entre 1840 et 1950⁴⁹ présente une analyse intéressante des changements techniques, mais son but n'était pas de mettre en relation la diffusion des connaissances et l'adoption de techniques nouvelles.

Si les travaux sur la diffusion des connaissances et l'adoption des innovations dans l'histoire agricole du Québec sont limités, cela ne signifie pas que ce champ de recherche a été peu exploré. Ce sont surtout les travaux menés par les sociologues et les géographes qui ont d'abord attiré notre attention. La diffusion des connaissances dans différents domaines a fait l'objet de centaines de publications aux États-Unis depuis une cinquantaine d'années. Les sociologues s'y intéressent depuis longtemps, comme en témoigne une bibliographie sur la diffusion des innovations⁵⁰. Les géographes ont pour leur part, depuis une cinquantaine d'années à la suite de Torsten Hägerstrand⁵¹, développé des méthodes qui permettent d'étudier l'adoption des innovations dans l'espace.

2 APPROCHE THÉORIQUE ET CONCEPTUELLE

De nos jours, l'accessibilité à l'information compte parmi les moyens proposés pour favoriser le développement agricole. Il en est déjà ainsi au XIX^e siècle alors que les centres de recherche, les fermes expérimentales et les visites à l'étranger d'agents de l'État, entre autres, alimentent les connaissances et que les journaux, les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les fermes de démonstration, les conférenciers et les agronomes tentaient de diffuser et de vulgariser les innovations. D'autres facteurs comme l'accessibilité et la disponibilité de la terre de même que la présence et l'accès à des marchés ont également des incidences sur les décisions des agriculteurs, mais l'accès au savoir demeure un élément essentiel du changement.

L'État a un projet de modernisation de l'agriculture et propose l'adoption d'innovations qui peuvent briser la cohésion de la famille dans la société rurale. Pour cette dernière, innover comporte un risque pour sa propre existence, car c'est une société qui se reproduit d'autant plus facilement qu'elle résiste aux forces exogènes. Le simple fait d'innover signifie pour l'innovateur se démarquer⁵² des autres membres de sa collectivité. Une innovation dont fait sienne un groupe d'agriculteurs peut accroître les disparités économiques, une situation lourde de conséquences dans le cas, par exemple, d'une société égalitaire peu investie du capitalisme.

Adopter une innovation, ce n'est pas simplement acquérir un bien, changer une manière de faire, c'est aussi en accepter les effets sur la famille et sur l'environnement immédiat, quoique ces effets n'aient pas toujours été prévisibles. Innover n'est alors pas libre de toutes contraintes individuelles et sociales. Il y a un choix à exercer.

Il y a donc ceux qui définissent l'agriculture et ceux qui pratiquent et qui vivent de l'agriculture. Comme les exigences de l'innovation peuvent infléchir les destinées d'une collectivité locale, les agriculteurs sont confrontés à des choix. Le rythme d'adoption des innovations diffère peut-être des attentes de l'État et des élites, mais ce rythme interdit de conclure à l'immobilisme des campagnes ou encore d'imputer à la seule routine toute lenteur dans l'adoption d'innovations.

Dans cette préoccupation pour la diffusion des connaissances agricoles, l'État joue un rôle de premier plan à compter du milieu du XIX^e siècle. Les moyens d'intervention qu'il met en place ou qu'il favorise en font un acteur privilégié, tant en ce qui concerne la production que la diffusion des connaissances. Le domaine qui nous préoccupe est toutefois celui du transfert des connaissances destinées aux agriculteurs et non pas celui de la production des connaissances.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'objet du présent ouvrage est l'étude de la diffusion des connaissances et la réceptivité des agriculteurs à la démarche de communication et d'information. Toutefois, le questionnement sur le développement agricole dans la deuxième partie du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle suggère des ratés dans le processus de restauration et de transformation de l'agriculture. L'État et les élites ont un projet qu'ils adressent à l'intention de tous les agriculteurs et qu'ils s'appliquent à promouvoir par la diffusion des connaissances agricoles. La stratégie de communication qui a été mise en place a-t-elle été efficace? La méconnaissance des techniques de communication, la panoplie des interventions, la lenteur du processus laissent croire que la stratégie de communication de l'État, en particulier, n'a répondu que partiellement aux attentes.

À l'inverse, si la stratégie de communication a été bien conçue, c'est alors la réceptivité des agriculteurs à l'innovation qu'il faut examiner. En dépit des remises en question répétées sur le développement agricole, les choix de production et les méthodes culturales évoluent, ce qui indique que le milieu agricole et la société rurale se transforment. Le projet de restauration de l'agriculture vise tous les agriculteurs et tous ont en principe accès aux nouvelles connaissances. Mais le développement agricole semble réel dans certains domaines, en particulier dans les choix

de production, alors que des méthodes peu recommandables persistent pour les pratiques culturelles, l'élevage et le soin à donner aux animaux. Il semble que les agriculteurs ont adopté des innovations, mais en ont ignoré d'autres. La réception plus enthousiaste à certaines propositions d'innovations suggère une efficacité inégale de la stratégie de communication, mais aussi qu'un ensemble de conditions influencent les agriculteurs dans leur décision. Des patrimoines agricoles distincts et des attentes très diverses envers l'agriculture peuvent accroître la perception d'une stratégie de communication peu efficace. On s'est donc préoccupé du développement agricole selon les milieux puisqu'il était légitime de croire en des engagements variés face aux innovations agricoles. La réponse des agriculteurs au projet de développement agricole peut apporter un éclairage nuancé sur leurs attitudes face à la stratégie de communication et face aux innovations.

Les éléments de la problématique nous conduisent à formuler une première hypothèse que la stratégie de diffusion des connaissances mise de l'avant par l'État a longtemps souffert de déficiences. Une de ces déficiences découle du fait que la stratégie utilisée a été plus axée sur les valeurs individuelles des agriculteurs que sur les valeurs de leur collectivité et qu'elle a escompté une influence bienfaisante des élites sur l'ensemble des agriculteurs. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, l'évolution des moyens de diffusion correspond à une attitude plus respectueuse des valeurs de la collectivité. Dès lors, l'individu et la collectivité locale sont bien davantage pris en considération et il en résulte une plus grande participation à la vie des associations agricoles. Les informateurs ou émetteurs ont appris peu à peu à tenir compte des coutumes et des attitudes des agriculteurs à qui ils s'adressaient. Toutefois, plutôt que d'attribuer cette réorientation seulement à l'État, nous croyons qu'il faut en outre la porter au crédit de la collectivité locale. La réussite des cercles agricoles, qui se développent dans les paroisses depuis les années 1860, illustre l'importance des associations à l'échelle locale, là où se connaissent les individus. Ce constat va dans le même sens que des recherches menées par des sociologues sur la diffusion des connaissances, recherches qui montrent que les réseaux de communication personnelle sont plus efficaces que les réseaux de communication de masse⁵³. À la fin du XIX^e siècle, la stratégie de diffusion aurait atteint une meilleure efficacité, en principe.

La stratégie de diffusion aurait par ailleurs évolué quant à sa finalité première lorsque l'État se fait ardent promoteur de la production de lait, ce qui conduit à l'hypothèse suivante. Même s'il continue, après 1880, d'être axé sur les pratiques agricoles, le message véhiculé propose en plus des innovations dans le secteur de la transformation des produits agricoles, entre autres dans celui du lait avec les fabriques de beurre et de fromage.

Plus qu'anodin, ce changement est indicateur d'une volonté de montrer les avantages économiques individuels et collectifs de moderniser l'agriculture et d'en tirer un profit immédiat. Il facilite l'intégration de l'agriculture locale à une économie de marché de plus grande envergure. Nous sommes ici en présence d'un important moteur de développement dont les effets se font rapidement sentir sur l'agriculture, ce qui accroît les pressions exercées sur les agriculteurs vers la fin du XIX^e siècle. De plus, dans le cas de la fabrique, c'est une innovation qui introduit du même coup des modifications dans le processus du travail ; la fabrication passe de la ferme à la fabrique et la responsabilité de la production, des femmes aux hommes. C'est donc une innovation qui semble bien accueillie, malgré des conséquences sociales importantes.

La réceptivité aux innovations pourrait également relever de facteurs autres que la seule qualité de la stratégie de diffusion et des moyens de communication, comme le rappelle la deuxième partie de notre problématique. Certaines innovations sont adoptées plus rapidement que d'autres, en particulier celles qui ne remettent pas tellement en cause le mode de vie des habitants. En premier lieu, le poids de la nouveauté que véhicule une innovation et sa signification sur la société explique la réceptivité des agriculteurs à certaines innovations et le peu d'engouement à l'égard d'autres. Ils ont pu considérer la possibilité de moderniser l'agriculture sans accepter toutes les exigences qui étaient liées au développement agricole. Dans une société où la pluriactivité est généralisée et la main-d'œuvre plutôt abondante, les agriculteurs ont pu traduire l'adoption d'innovations en termes d'économie des ménages plutôt qu'en termes d'exploitation agricole. Ils ont même pu, compte tenu de la valeur des terres agricoles, être plutôt enclins à favoriser une agriculture extensive, une agriculture où les rendements importent moins. C'est une agriculture où les résultats obtenus tiennent davantage à l'accroissement des superficies cultivées et du cheptel qu'à une hausse des rendements. Toutefois, les pressions de l'État ainsi que celles des marchés ont forcé peu à peu les agriculteurs à l'adoption d'intrants sans cesse plus menaçants pour leur mode de vie, le dernier en liste pour notre période étant le tracteur. En deuxième lieu, l'adoption d'innovations peut être fonction des objectifs des agriculteurs en rapport avec leurs occupations et les possibilités que leur offre leur ferme, compte tenu du potentiel et de l'environnement socioéconomique de celle-ci. Le coût-bénéfice d'une innovation introduit la dimension de calcul économique, ce qui peut peser dans la décision d'innover. Dans Charlevoix, cela suggère un écart dans l'adoption des innovations chez les agriculteurs des basses terres et ceux des plateaux, là où les conditions naturelles sont plus difficiles et où le développement agricole est davantage relié à l'économie

forestière. Au fur et à mesure que des innovations sont introduites, cet écart irait en s'accroissant.

3 LES OBJECTIFS ET LES LIMITES DE LA RECHERCHE

La diffusion des connaissances est un problème complexe qui doit tenir compte de beaucoup de facteurs. Aussi la présente recherche comporte des limites. D'abord, nous voulons nous en tenir à la seule présence de l'État comme intervenant dans le processus de diffusion des connaissances, ce qui signifie un choix délibéré de limiter l'étude du rôle des autres intervenants. Ces derniers se sont pour la plupart inscrits dans le plan structurant de l'État. Si tel n'était pas le cas, ils ont situé leur intervention à l'intérieur du projet de modernisation de l'agriculture. C'est le cas de l'Église qui patronne les cercles agricoles et les activités des missionnaires agricoles, ou qui encore propose aux associations pour la jeunesse de s'intéresser aux choses de l'agriculture. C'est également le cas de l'Union catholique des cultivateurs qui fait cause commune avec l'État et l'Église dans la modernisation de l'agriculture⁵⁴. Cela ne signifie pas nécessairement de nouvelles connaissances disponibles, mais plutôt des canaux supplémentaires pour leur diffusion.

Une autre difficulté réside dans la difficulté d'analyser finement la réponse des agriculteurs aux efforts faits en faveur de la diffusion des connaissances. Certaines innovations peuvent être adoptées par la majorité; d'autres ne le sont que par un nombre restreint d'individus. En raison des sources existantes, il faut ici mettre de côté toute tentative de mesurer d'une manière très précise l'adoption des innovations. Il en va de même pour l'écoute et la réponse des individus aux messages proposés.

La question de l'adoption des innovations est complexe: étudier la multiplicité des innovations sur l'espace d'un siècle oblige à faire des choix. Les innovations sont en effet nombreuses parmi les instruments aratoires, les méthodes d'élevage et les techniques culturales. Au total, la plupart des innovations qui font l'objet de préoccupations ont un lien avec la spécialité laitière, spécialité autour de laquelle devait s'articuler une agriculture que l'État voulait dorénavant dominée par la polyculture-élevage plutôt que par la production céréalière. Ceci est particulièrement important à retenir puisque cette restriction a servi à orienter nos préoccupations dans le choix des messages qui ont été proposés aux agriculteurs.

Enfin, le fait que la recherche soit limitée à une région peut introduire diverses distorsions dans les résultats. Certains moyens utilisés par l'État pour assurer la diffusion des connaissances n'ont pas cours dans la

région de Charlevoix. C'est le cas des écoles spécialisées en enseignement agricole. Il faut aussi retenir que la volonté d'adopter des innovations peut relever du milieu où vit l'agriculteur. Les conditions naturelles, les marchés locaux et l'accessibilité aux marchés extérieurs, la pauvreté des agriculteurs, la faible industrialisation, les contacts plus ou moins faciles des agriculteurs avec l'extérieur font que les observations pour une région ne valent pas nécessairement pour une autre ou pour l'ensemble du Québec. Toutefois, en dépit des traits qui peuvent particulariser le milieu charlevoisien, les agriculteurs de cette région ont été appelés à participer au processus de modernisation de l'agriculture.

4 L'ESPACE OBSERVÉ : LA RÉGION DE CHARLEVOIX

Pour mieux comprendre le monde rural face au projet de modernisation de l'agriculture dans un environnement, Charlevoix a été retenu comme région d'étude. Dans le cadre de la réalisation d'une synthèse historique sur cette région, les travaux de recherche qui y ont été menés à la fin des années 1990 ont permis d'acquérir une connaissance fine du territoire étudié⁵⁵ et de mieux cerner les avantages et les contraintes du milieu dans lequel vivent les agriculteurs. Nous ferons plus loin une présentation plus détaillée de la région, mais il est nécessaire d'apporter immédiatement quelques explications sur ce choix.

Un des avantages du choix de Charlevoix est la possibilité de bien délimiter le territoire étudié. Pour les fins de cette recherche, Charlevoix comprend l'île aux Coudres et un espace dont les limites sur le littoral s'étendent, d'est en ouest, de Baie-des-Rochers à Petite-Rivière-Saint-François et vers l'intérieur des terres, tout au plus à quelques dizaines de kilomètres du littoral. De surcroît, cet espace est habité par une population homogène, ce qui peut permettre de mieux cerner certaines particularités sociales et économiques.

Charlevoix offre certaines caractéristiques qui le rendent intéressant. L'ancienneté du peuplement est une de ces caractéristiques, ce qui laisse sous-entendre que nous sommes alors en présence d'une société bien articulée, aux traditions bien établies. Cela signifie que le projet de modernisation de l'agriculture devait s'imposer dans un milieu où de vieilles habitudes et manières de faire étaient bien ancrées.

L'accessibilité aux marchés en fonction des facilités de communication mérite également l'attention. Dans le passage de l'agriculture ancienne à l'agriculture moderne, l'accès aux marchés paraît une condition essentielle. Dans leur *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Jean Hamelin

et Yves Roby relèvent l'importance des moyens de communication pour l'agriculture: l'ouverture de fromageries a maintes fois suivi l'arrivée du chemin de fer. Charlevoix n'a pas de lien ferroviaire avec Québec et le reste de la province avant 1910. Par contre, la région possède une importante façade maritime et le transport des denrées agricoles par goélette à l'extérieur de la région est tout à fait possible au XIX^e siècle⁵⁶, en particulier vers le marché de Québec, à proximité, et même vers celui de Montréal. Cet accès à des marchés était de plus à la portée d'une majorité d'agriculteurs, même de ceux qui sont établis à l'intérieur des terres et dont les fermes n'étaient jamais très éloignées du fleuve. L'accès à des marchés extérieurs paraît d'autant plus important que le marché local est très restreint. De 15 000 en 1850, la population locale passe à 28 000, cent ans plus tard.

On accorde assez peu de mérites agricoles à la région de Charlevoix et cela peut surprendre qu'on la retienne comme terrain d'étude. Dans le contexte de la deuxième moitié du XX^e siècle, les conditions d'exploitation agricole sont en effet jugées peu intéressantes en raison d'un potentiel pédologique limité et d'un climat assez rude, en particulier sur les plateaux⁵⁷. Toutefois, à une époque où l'agriculture est encore faiblement commercialisée, ces restrictions ont moins d'importance qu'aujourd'hui. Les objectifs fixés à l'agriculture sont en effet plus modestes. En fait, les exigences posées peu à peu par l'agriculture moderne ont probablement contribué à dévaloriser les terres charlevoisiennes. Enfin, c'est davantage l'évolution de cette agriculture que sa productivité qui fait l'objet de cette étude.

Des observations intéressantes peuvent être faites sur l'agriculture pratiquée dans les basses terres et celle qui a cours sur les plateaux de la région. Dans les basses terres, en 1850, le peuplement est ancien et l'économie plus diversifiée. Sur les plateaux, des conditions pédoclimatiques peu favorables et une plus grande dépendance envers l'économie forestière ont pu obliger les agriculteurs à opter pour des pratiques agricoles adaptées aux exigences de ce milieu. Une étude sur l'agriculture dans le Bas-Saint-Laurent témoigne d'ailleurs des particularités du développement agricole selon l'appartenance des agriculteurs aux basses ou aux hautes terres⁵⁸.

Enfin, la réputation de société traditionnelle et conservatrice que l'on prête à Charlevoix et à ses agriculteurs plaide-t-elle contre notre choix de cette région, sous prétexte qu'il s'agit d'une région peu représentative où tout tentative de développement agricole était à l'avance condamnée. Cette image de milieu attaché à ses traditions et peu ouvert au progrès, à laquelle a contribué entre autres Raoul Blanchard⁵⁹, appelle à quelques réserves. Rien ne permet d'affirmer que dans le passé, les agriculteurs y furent si

différents de ceux des autres régions du Québec. Une étude récente⁶⁰ révèle plutôt que les transformations agricoles de la région charlevoisienne vers 1830 vont dans le même sens que celles du reste du Bas-Canada. Loin d'y être réfractaire, les agriculteurs s'adaptent plutôt aux changements en cours dans la première moitié du XIX^e siècle.

Du choix de la région dans cette étude, il importe de retenir que les conséquences sont plutôt limitées pour notre projet d'analyser le processus de diffusion des connaissances en matière d'agriculture. Par contre, les conditions agricoles et géographiques qui caractérisent Charlevoix peuvent peser dans la décision des agriculteurs d'innover.

5 LA PÉRIODE D'OBSERVATION : 1850-1950

Les tentatives d'inculquer aux agriculteurs de nouvelles habitudes et leur capacité à innover ne sont pas propres à la période que nous nous proposons d'étudier. Ce qui est peut-être particulier à la période 1850-1950, c'est que l'agriculture traditionnelle se désarticule⁶¹ à la faveur de pratiques plus conformes à l'agriculture de marché. Ces années ont donc été retenues comme limites temporelles, même si des bornes approximatives fixées aux environs de 1850 et aux environs de 1950 refléteraient mieux la réalité. En agriculture d'avant le milieu du XX^e siècle, les changements se font progressivement; les ruptures radicales sont plutôt rares. Aussi la prise en compte d'un processus de changement sur un temps long nous paraissait une nécessité.

D'abord, c'est le contexte local qui a favorisé le choix de 1850. Cette année marque un moment important dans l'histoire du développement agricole au Québec⁶². Le *Rapport du Comité spécial sur l'état de l'agriculture du Bas-Canada*, un peu comme une commission d'enquête, émet cette année-là des recommandations devant assurer la relance agricole. Même si l'État s'est préoccupé de l'agriculture avant cette date, les débats du milieu du XIX^e siècle sont vifs. D'ailleurs, les préoccupations des élites pour l'agriculture à cette époque correspondent peut-être à des changements qui ont déjà cours dans les campagnes. Du côté de la mécanisation, par exemple, les batteuses ont commencé à faire partie de l'équipement de fermes dans les comtés de L'Islet et de Kamouraska depuis les années 1840, soit peu de temps après leur introduction aux États-Unis.

Le monde agricole voit à cette époque une alternative à la production du blé avec l'ouverture du marché américain et les opportunités d'exportation que celui-ci offre. Pour sa part, l'industrie laitière commence à susciter de l'intérêt dès la décennie suivante. Son développement suit de